



PLAN LOCAL D'URBANI DE MOUILLERON- LE-CAPTIF

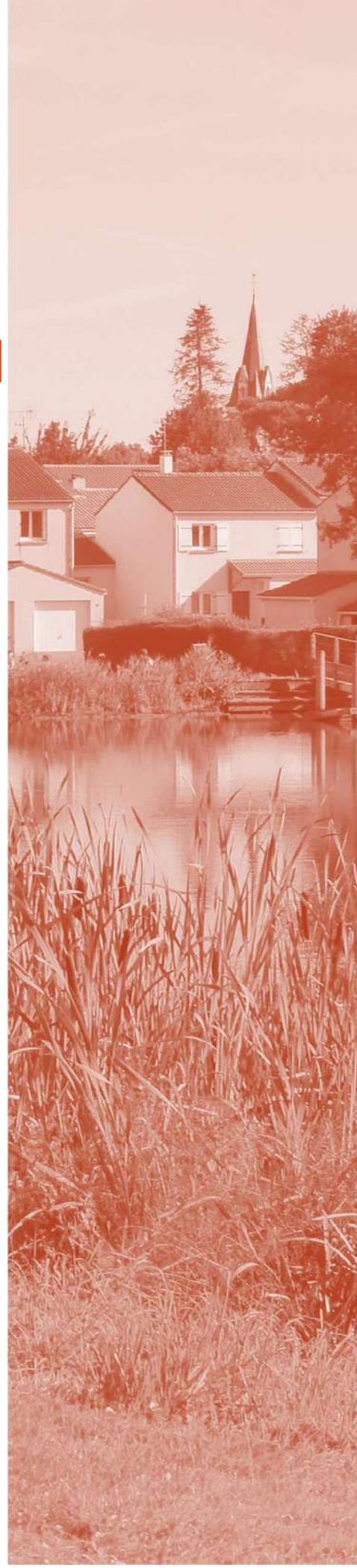
V. Annexes

4. Autres annexes

Projet arrêté en date du 22/03/2021

Enquête publique du 23/08/2021 au 22/09/2021

Vu pour être annexé à la délibération d'approbation en
date du :



1. Les zones d'aménagement concerté

1 - LE PÉRIMÈTRE DE LA Z.A.C DE LA GRIMOIRE

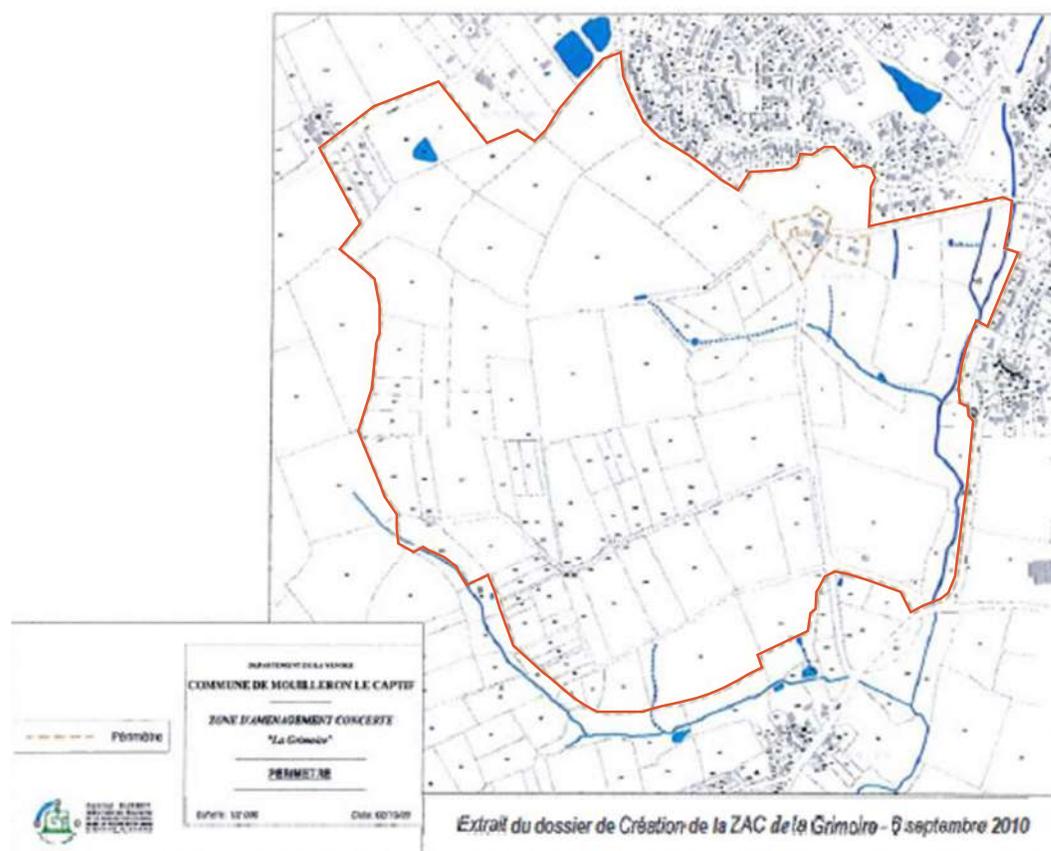
C'est lors de la Création de la Z.A.C. que son périmètre a été défini, il représente une surface totale d'environ 65 ha et résulte des études préalables (diagnostic et principes généraux d'organisation). Il se justifie au regard :

- ⇒ Du Plan Local d'urbanisme.
- ⇒ Des contraintes urbanistiques ; il s'appuie sur les franges bâties, les parcelles construites étant totalement exclues du périmètre.
- ⇒ Des contraintes de desserte ; il vient se greffer sur l'ensemble des voies de desserte ceinturant le site : RD 100, route de La Michelière, rue de La Grimoire, rue des Tourterelles, chemin de La Grimoire.
- ⇒ Des contraintes environnementales; il s'appuie, sur ses façades ouest, Est et sud, sur des limites naturelles fortes : lignes de haies à l'ouest, coulée verte / milieu humide au sud et à l'Est.

Le périmètre correspond, pour la plus grande partie, à la zone IIAU du PLU, mais intègre aussi des zones Np, franges naturelles constituées par des vallons qui seront préservés en tant qu'espaces verts.

Le périmètre retenu présente l'avantage de :

- ⇒ Optimiser l'économie du projet en proposant une offre foncière large et diversifiée.
- ⇒ Appuyer le projet sur des éléments structurants : voies, bâti, haies, milieux humides.
- ⇒ Assurer une unité urbaine et paysagère.
- ⇒ Permettre de préserver le caractère identitaire du site.



2. Droit de préemption urbain



DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE
LA ROCHE-SUR-YON AGGLOMÉRATION

Reçu en Préfecture le 02/02/22
Affiché le : 03/02/22
N° 085-248500589-20220201-92397-DE-1-1

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU 1 FÉVRIER 2022

Sous la présidence de Monsieur Luc Bouard, Président

Présents : 41

Monsieur Luc Bouard, Monsieur Yannick David, Monsieur Laurent Favreau, Madame Anne Aubin-Sicard, Monsieur Jacky Godard, Monsieur Thierry Ganachaud, Madame Alexandra Gaboriau, Monsieur David Bély, Madame Bernadette Barré-Idier, Monsieur Manuel Guibert, Madame Françoise Raynaud, Monsieur Malik Abdallah, Madame Sophie Montalétang, Monsieur Christophe Hermouet, Monsieur François Gilet, Madame Angie Leboeuf, Madame Sylvie Durand, Monsieur Sébastien Allain, Monsieur Maximilien Schnel, Monsieur Patrick Durand, Monsieur Jean-Louis Tessier, Monsieur Sébastien Grolleau, Madame Christine Rambaud-Bossard, Madame Cécile Dreure, Madame Christine Rampillon, Madame Marie-Claude Moreau, Madame Gisèle Seweryn, Monsieur Pascal Thibault, Madame Laurence Beaupeu, Monsieur Bernard Quenault, Madame Frédérique Pépin, Monsieur Pierre Lefebvre, Monsieur Jacques Besseau, Madame Patricia Lejeune, Monsieur Philippe Porté, Madame Dominique Boisseau-Rapiteau, Monsieur Guy Batiot, Madame Martine Chantecaille, Monsieur Stéphane Ibarra, Madame Florence Lemaire, Madame Joëlle Delamure.

Absents donnant pouvoir : 4

Mme Angélique Pasquereau à M. Jean-Louis Tessier, Mme Michelle Grellier à Mme Marie-Claude Moreau, Mme Nathalie Gosselin à Mme Sylvie Durand, M. Nicolas Héliary à Mme Martine Chantecaille.

Secrétaire de séance : Madame Anne AUBIN-SICARD

Adopté à l'unanimité
45 voix pour

| | |
|-----------|--|
| 16 | DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN - MODIFICATION N°2 DES MODALITÉS D'APPLICATION |
|-----------|--|

Rapporteur : Monsieur Thierry Ganachaud

EXPOSE DES MOTIFS

L'article L. 211-2 du code de l'urbanisme dispose que lorsque qu'une commune fait partie d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, ce dernier se voit confier la compétence en matière de droit de préemption urbain de plein droit.

En outre, le champ d'application de ce droit de préemption urbain comporte deux niveaux d'intervention :

- Le droit de préemption urbain simple (DPU) qui vise essentiellement à permettre à l'EPCI de se porter acquéreur d'immeubles ou de terrains vendus en totalité. L'article L 211-4 du Code de l'Urbanisme énumère les mutations qui échappent au champ de l'application du DPU, notamment :

Hôtel de Ville et d'Agglomération – Place du Théâtre – BP 829 - 85021 La Roche-sur-Yon - Tél 02 51 47 47 47 - <http://www.laroche-sur-yon.fr>
Conseil Communautaire du 1 février 2022

- a) l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété suivant certaines modalités,
 - b) la cession de parts ou d'actions de sociétés selon certaines modalités
 - c) l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.
- Le droit de préemption urbain renforcé (DPUR) qui, en incluant au champ d'application du droit de préemption les exceptions ci-dessus, permet à l'EPCI d'étendre l'exercice de ce droit à l'ensemble des mutations foncières et de se doter d'un outil complet de maîtrise foncière.

La Roche-sur-Yon Agglomération, devenue compétente en matière de PLU au 1^{er} juillet 2021, comme entériné par délibération n°14 le 6 juillet 2021, s'est vue transférer automatiquement l'exercice du droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U et AU des PLU communaux de l'Agglomération.

Le Conseil Communautaire a, conformément à l'article L. 231-3 du code de l'urbanisme, décidé de déléguer ce droit de préemption urbain à certaines de ses communes, l'Etablissement Public Foncier de la Vendée ou encore la Société ORYON au sein de périmètres opérationnels, au Président de La Roche-sur-Yon Agglomération sur l'ensemble des zones U et AU des PLU communaux en dehors des périmètres opérationnels mentionnés précédemment et autorisé le Président à subdéléguer ponctuellement le droit de préemption urbain conformément aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du code de l'urbanisme.

Il est proposé au Conseil Communautaire de procéder à une modification du champ d'application du droit de préemption instauré le 6 juillet 2021 et modifié le 28 septembre 2021 afin :

- de l'étendre à l'ensemble des nouvelles zones urbaines et à urbaniser du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Moulleron-le-Captif. En effet, la commune de Moulleron-le-Captif a engagé la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) par délibération du 2 septembre 2019, avec entre autres, pour ambition de revoir son projet de territoire en conciliant urbanisation maîtrisée et respect de l'environnement. Suite à l'arrêt de projet du 21 mars 2021 et à l'enquête publique qui s'est déroulée du 23 août au 22 septembre dernier dont les conclusions et avis du commissaire enquêteur sont favorables, le Bureau communautaire a approuvé le PLU de Moulleron-le-Captif le 25 janvier 2022.
- de créer un nouveau périmètre opérationnel dont le bénéficiaire est l'EPF de la Vendée ce qui engendre la réduction du périmètre délégué au profit de la commune de La Roche-sur-Yon.
La Ville est engagée dans un programme de requalification du quartier du Bourg-sous-la-Roche dont l'objectif principal est de donner une image plus qualitative du quartier en favorisant notamment la mobilité durable, renforçant de l'attractivité commerciale ou encore affirmant la centralité de quartier autour de l'église et la Mutualité. Des opérations concrètes ont été réalisées et vont se poursuivre avec le concours de l'EPF de la Vendée sur les abords de la Place Delphin Maurice TUDEAU. A cette fin, une convention tripartite, dont l'objet est d'accompagner la Ville dans les études et le choix d'opérateurs mais aussi d'opérer la maîtrise foncière, a été validée par l'EPF de la Vendée, la Ville de La Roche-sur-Yon ainsi que La Roche-sur-Yon Agglomération. Cette convention engendre une modification de l'exercice du droit de préemption urbain à ce jour délégué à la commune qui doit lui être retiré pour le transférer à l'EPF de la Vendée.

DELIBERATION

Le Conseil d'Agglomération, après en avoir délibéré :

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5211-9,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu les délibérations n°14 du 6 juillet 2021 et n°21 du 28 septembre 2021 du Conseil d'agglomération,

1. **MODIFIE** partiellement la délibération n° 21 du 28 septembre 2021 concernant le champ d'application du DPU sur la commune de Moulleron-Le-Captif ;
2. **DÉLÈGUE** le droit de préemption urbain au Président de La Roche-sur-Yon Agglomération sur l'ensemble des zones U et AU du PLU communal de la commune de Moulleron-Le-Captif suite à l'approbation de sa révision à l'exception du périmètre opérationnel du ressort du délégataire ;
3. **RETIRE** la délégation du DPU au profit de la commune de La Roche-sur-Yon secteur des abords de la place

Delphin Maurice TUDEAU ;

4. **DÉLÈGUE** le droit de préemption urbain au profit de l'EPF de la Vendée secteur des abords de la place Delphin Maurice TUDEAU conformément à une convention tripartite ;
5. **APPROUVE** le tableau récapitulatif des délégations et la carte du droit de préemption urbain simple et renforcé applicable aux zones U et AU des PLU des communes de La Roche-sur-Yon Agglomération ;
6. **PRESCRIT** de procéder aux formalités de publicité de la présente délibération conformément aux dispositions des articles R. 211-2 à R. 211-4 du code de l'urbanisme ;
7. **AUTORISE** Monsieur Luc BOUARD, Président ou Monsieur Thierry GANACHAUD, Vice-président, à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

POUR EXTRAIT CONFORME



LE PRÉSIDENT,
Luc BOUARD

Secteurs de délégation du Droit de Préemption Urbain

| | Secteurs | Délégation de la délégation du droit de préemption urbain |
|-----------------------|--|---|
| AUBIGNY-LES CLOUZEAUX | Secteur Grand Rue | EPF de la Vendée |
| LA CHAIZE-LE-VICOMTE | Secteur Les Filées | EPF de la Vendée |
| LA FERRIERE | Secteurs ZAC du Plessis, Rue Nationale et Rue du Stade | EPF de la Vendée |
| FOUGERE | Secteurs Le Bourg, Saint Martial | Commune de FOUGERE |
| MOUILLERON-LE-CAPTIF | Secteurs rue Principale et rue de La Roche | EPF de la Vendée |
| NESMY | Secteurs l'îlot le Vieux Centre Bourg, Rue de l'Usine et Rue E. de Monti | EPF de la Vendée |
| THORIGNY | Secteur du Bourg, Le Champ des Batardraies, Le Champ de la Gîte, rue des Sables, rue des Rosiers, rue du Pont du Frêne | Commune de THORIGNY |
| | Secteurs du Prieuré et rue des Côteaux du Bourg | EPF de la Vendée |
| VENANSAULT | Secteur ZAC Clémenceau | Commune de VENANSAULT |
| | Rue du Stade | EPF de la Vendée |
| LA ROCHE-SUR-YON | Secteur de requalification du Bourg-sous-la-Roche | Commune de LA ROCHE-SUR-YON |
| | Secteur Sully et abords de la Place Delphin Maurice TUDEAU | EPF de la Vendée |
| | secteur des Halles et ZAC de la Marronnière | ORYON |
| DOMPIERRE-SUR-YON | Secteur de la ZAC les Etangs | ORYON |

3. Taxe d'aménagement

L'ensemble du territoire communal est concerné par la taxe d'aménagement.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le 17 octobre 2011, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de Mouilleron le Captif, dûment convoqué par courrier du 11 octobre 2011, s'est réuni, Salle de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Philippe DARNICHE, Maire.
Tous les conseillers étaient présents sauf Madame Isabelle CHENU qui a donné pouvoir à Monsieur Jacky GODARD et Madame Anne Marie BEDUNEAU qui a donné pouvoir à Madame Mireille PIVETEAU.
Madame Céline BRIAUD a été désignée comme Secrétaire de séance.
Les comptes-rendus de la réunion du 23 juillet 2011 et du 30 août 2011 ont été adoptés à l'unanimité.

N°324 - INSTAURATION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Monsieur Gilles CHEVRIER indique que pour financer les équipements publics de la commune, une nouvelle taxe a été créée. Celle-ci remplace la Taxe Locale d'Equipement et la Taxe pour Aménagement d'Ensemble ainsi que les Taxes Départementales sur les Espaces Naturels Sensibles, et pour le financement du C.A.U.E.

La Taxe d'Aménagement sera applicable à compter du **1^{er} mars 2012**.

Elle est aussi destinée à remplacer, au 1^{er} janvier 2015, les participations telles que, notamment, la Participation pour Voirie et Réseaux (P.V.R), et la Participation pour Raccordement à l'Egout (P.R.E).
La commune ayant son Plan Local d'Urbanisme approuvé, la taxe d'aménagement s'applique de plein droit au taux de 1 %. La commune peut toutefois fixer librement dans le cadre des articles L. 331-14 et L. 332-15 un autre taux et dans le cadre de l'article L. 331-9 un certain nombre d'exonérations.
Monsieur Gilles CHEVRIER précise que le taux communal actuel de la T.L.E est de 3 %.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 des finances rectificatives pour 2010 ;

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, après vote à main levée qui a fait apparaître 26 voix pour et 1 abstention,

- **DECIDE** d'instituer sur l'ensemble du territoire communal, la Taxe d'Aménagement au **taux de 3 %**,
- **DECIDE** d'exonérer totalement en application de l'article L. 331-9 du Code de l'Urbanisme :
Les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331-7 (*logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLAI – prêts locatifs aidés d'intégration qui sont exonérés de plein droit – ou du PTZ+*),
- **DECIDE** d'exonérer partiellement en application de l'article L. 331-9 du Code de l'Urbanisme :
Les surfaces de locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné à 2° de l'article L. 331-12 et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L. 31-10-1 du Code de la Construction et de l'Habitation (logements financés avec un PTZ+) à raison de **50 % de leur surface**.

.../...

Hôtel de Ville

8, rue de la Gillonière
85000 Mouilleron-le-Captif

Tél. : 02 51 31 10 50 - Fax : 02 51 38 05 44

E-mail : contact@maire-mouilleronlecaptif.fr
www.mairie-mouilleronlecaptif.fr

La présente délibération est valable pour une durée de 3 ans (soit jusqu'au 31 décembre 2014). Toutefois, le taux et les exonérations fixés ci-dessus pourront être modifiés tous les ans.

Elle est transmise au représentant de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1^{er} jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

Accusé réception en Préfecture
085-218501559 20111017324-DE
Date de réception: 21/10/2011

Pour extrait conforme
Au registre sont les signatures
Le Maire



Philippe DARNICHE

Commune de



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le 13 octobre 2014, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de Moulleron le Captif, dûment convoqué par courrier du 7 octobre 2014, s'est réuni, Salle de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Philippe DARNICHE, Maire.

Tous les membres étaient présents sauf : Monsieur Pascal THIBAUT qui a donné pouvoir à Monsieur Thierry ROLANDO, Madame Elisabeth BELLON qui a donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre VAILLANT jusqu'à son arrivée à 20 h 50, Madame Renée-Noëlle BOUILLANT qui a donné pouvoir à Monsieur Raymond PAQUIER et Madame Isabelle CHENU qui a donné pouvoir à Monsieur Jacky GODARD.

Monsieur Thierry ROLANDO a été désigné comme Secrétaire de séance.

Le compte-rendu de la réunion du 1^{er} septembre 2014 a été adopté à l'unanimité.

N° 680 - PROROGATION DE LA DELIBERATION N° 324 DU 17/10/2011 INSTITUANT LA TAXE D'AMENAGEMENT

Monsieur le Maire indique que le Conseil Municipal a délibéré le 17 octobre 2011 afin d'instaurer la Taxe d'Aménagement. Cette délibération était valable pour une durée de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2014.

Le taux fixé initialement à 3 % ainsi que les exonérations prévues demeurent inchangées.

Pour mémoire :

L'exonération totale concerne, en application de l'article L. 331-9 du Code de l'Urbanisme, les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1^o de l'article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2^o de l'article L. 331-7 (logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLAI – prêts locatifs aidés d'intégration qui sont exonérés de plein droit – ou du PTZ+).

L'exonération partielle concerne en application de l'article L. 331-9 du Code de l'Urbanisme :

Les surfaces de locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2^o de l'article L. 331-12 et qui sont financées à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L. 31-10-1 du Code de la Construction et de l'Habitation (logements financés avec un PTZ+) à raison de 50 % de leur surface.

Aussi, la délibération du 17 octobre 2011 est désormais reconduite de plein droit annuellement.

La présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1^{er} jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 des finances rectificatives pour 2010 ;

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **DECIDE** de reconduire dans les mêmes termes la délibération n° 324 du 17 octobre 2011 instaurant la Taxe d'Aménagement sur le territoire communal,
- **DECIDE** que la présente délibération vaudra tant qu'elle n'aura pas été rapportée.

Accusé réception en Préfecture :

085-218 501 559 - 2014-1013 - 0680-06

Date de réception : 30/10/2014

Date d'affichage : 15/10/2014



Pour extrait conforme,
Il est fait mention des signatures,
Le Maire
Philippe DARNICHE

Hôtel de Ville - 8 rue de la Gloriette - 85000 Moulleron le Captif - Tél. : 02 51 31 70 50 - www.mairie-moulleronlecaptif.fr

Nos imprimés sont produits par Fédéga Imprimerie adhésive IMPRIMERIE

N° 940226 - 0210 - 01/09/2014

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le 2 décembre 2019, à 20 heures 30 minutes, le conseil municipal de Mouilleron le Captif, dûment convoqué par courrier électronique du 26 novembre 2019 s'est réuni, salle de l'hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Jacky GODARD, Maire.

Membres présents : Monsieur Jacky GODARD, Madame Gisèle SEWERYN, Monsieur Pascal THIBAUT, Madame Mireille PIVETEAU, Monsieur Raymond PAQUIER, Madame Isabelle FOUCAUD, Monsieur Thierry ROLANDO, Monsieur Philippe DARNICHE, Madame Renée-Noëlle BOUILLANT, Monsieur Pascal MARTEAU, Monsieur Hervé BEAULIEU, Madame Myriam MARTINEAU, Monsieur David BARRETEAU, Madame Gaëlle EHANNO, Madame Elisabeth BELLON, Madame Carole BOUCHET, Madame Sandrine TARAUD, Monsieur Gérard BARTEAU, Madame Sylvie INTINS.

Membres absents : Monsieur Jean-Christophe MERIAU qui a donné pouvoir à Monsieur Raymond PAQUIER, Madame Dominique LELOUP qui a donné pouvoir à Madame Myriam MARTINEAU, Madame Agnès BÉTOU qui a donné pouvoir à Monsieur David BARRETEAU, Monsieur Jean-Pierre VAILLANT qui a donné pouvoir à Monsieur Jacky GODARD, Madame Céline BRIAUD, Monsieur Franck SORIN qui a donné pouvoir à Madame Carole BOUCHET, Monsieur Lucas TESSIER, Madame Lucie GOMES qui a donné pouvoir à Monsieur Gérard BARTEAU

Madame Renée-Noëlle BOUILLANT a été désignée comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la réunion du 14 octobre 2019 a été adopté à l'unanimité

N° D94 - VOTE DU PROJET URBAIN PARTENARIAL – URBANISATION RUE DES CERFS

Monsieur Pascal Thibault rappelle la pratique croissante, dans la commune, de la division parcellaire en vue d'une revente avec nouvelle construction.

Il indique que cette pratique suppose une extension des réseaux afin de desservir les habitations nouvellement créées.

Monsieur Thibault informe le conseil de la possibilité d'habitants de la rue de la Jolivière (n°19 à 37 inclus) de viabiliser leurs fonds de terrains afin, à court ou moyen terme, de procéder à leur revente et ce, sous réserve de procéder à la viabilisation des fonds de parcelle.

Considérant que cette possibilité va dans le sens de la densification nécessaire à l'économie dans la consommation d'espace, l'adjoint à l'urbanisme propose au Conseil Municipal de placer ce secteur sous convention de projet urbain partenarial (PUP) ce qui aura une double conséquence :

- Exonérer les futures constructions de taxe d'aménagement pendant 10 ans
- Permettre une refacturation des frais de viabilisation

Il précise que cette convention devra être signée par les propriétaires fonciers du périmètre avant toute délivrance d'une autorisation d'urbanisme.

Monsieur Thibault donne lecture des principales dispositions de ce projet de convention et indique bien que le recours à ce dispositif exonère automatiquement le signataire de taxe d'aménagement (TA) pendant une durée qui ne peut excéder 10 ans.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 332-11-3 et suivants et R 332-25-1 et suivants du code de l'urbanisme,

Vu le projet de convention relatif au projet urbain partenarial,



Envoyé en préfecture le 16/12/2019
Reçu en préfecture le 16/12/2019
Affiché le 
ID : 085-218501559-20191216-2019_D94-DE

Après en avoir délibéré et voté à main levée, le conseil municipal, à l'unanimité

- **DECIDE** de mettre en œuvre la procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du code de l'urbanisme,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer une convention de projet urbain partenarial sur le périmètre indiqué en annexe ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente délibération. L'exonération de TA sera de 10 années.

 Le Maire,
Jacky GODARD

Monsieur Gérard Barreau demande combien de parcelles sont concernées

Monsieur Pascal Thibault répond que cela concernera 6 parcelles.

Monsieur David Barreau demande si deux logements pourront être construits sur une même parcelle

Monsieur Pascal Thibault répond que cette question relève du PLU et non du PUP.

Affiché le 4 décembre 2019

Commune de



Affiché le 10 juin 2020

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le 8 juin 2020, à 20 heures 30 minutes, le conseil municipal de Mouilleron le Captif, dûment convoqué par courrier électronique du 2 juin 2020, s'est réuni à la Longère de Beaupuy, sous la présidence de Monsieur Jacky GODARD, Maire.

Membres présents : Madame Gisèle SEWERYN, Monsieur Pascal THIBAUT, Madame Mireille PIVETEAU, Monsieur Pascal MARTEAU, Madame Sandrine TARAUD, Monsieur Raymond PAQUIER, Madame Catherine PAVAGEAU, Monsieur Stéphane PERCOT, Monsieur Serge TESSON, Madame Christine BARON, Madame Renée-Noëlle BOUILLANT, Monsieur Thierry ROLANDO, Monsieur Hervé BEAULIEU, Madame Rachel BODIN, Monsieur Philippe FOUCHER, Madame Gaëlle EHANNO, Monsieur Sébastien DUMONT, Madame Elisabeth BELLON, Monsieur Olivier BARON, Madame Carole BOUCHET, Madame Marie COUTANCEAU, Monsieur Stéphane RABILLE, Madame Emilie MASSEY, Monsieur Vincent SAUNIER, Madame Lucie MARTIN, Monsieur Pierre BUTON.

Membres absents : /

Monsieur Pascal THIBAUT a été désigné comme secrétaire de séance

Le compte-rendu de la réunion du 25 mai 2020 a été adopté à l'unanimité

N° D49 - VOTE D'UN PERIMETRE DE PROJET URBAIN PARTENARIAL – URBANISATION RUE DES CERFS – COMPLEMENTS ET PRECISIONS

Monsieur Pascal THIBAUT rappelle que par délibération en date du 2 décembre 2019, le conseil municipal a mis en place un Périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) sur des fonds de terrain de la rue de la Jolivière (du n°19 au 37 inclus) correspondant aux parcelles cadastrées Section AM 218, 212, 45, 46, 47, 48 et 49.

Ainsi, chaque propriétaire sera dans l'obligation de signer avec la commune une convention de Projet Urbain Partenarial avant tout dépôt d'autorisation d'urbanisme avec une double conséquence :

- Permettre une refacturation des frais de viabilisation nécessaires à l'opération de construction,
- Exonérer les futures constructions de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

Monsieur Pascal THIBAUT indique que certains éléments de la précédente délibération sont à compléter ou préciser :

- La zone de PUP est établie pour une durée de 15 ans,
- Le présent arrêté permet la mise à jour du PLU afin d'y annexer la zone de PUP correspondant au plan ci-joint
- Le plan précis du périmètre est annexé à la présente délibération et aux futures conventions signées.

Par ailleurs, suite au dépôt d'une demande de certificat d'urbanisme opérationnel sur la parcelle AM 47, il s'avère que 3 parcelles, AM 46, 47 et 48, nécessitent également une extension du réseau AEP.

De plus, la zone de PUP ayant une validité de 15 ans, il paraît opportun d'indexer le coût global prévisionnel des travaux à l'évolution de l'indice des travaux publics.

Il est donc proposé de réaliser un avenant à la convention signée le 04 mars 2020 avec M. GUILLET, selon le modèle annexé et d'inclure cet équipement dans les conventions suivantes.



Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 332-11-3 et suivants, R 332-25-1 et suivants, et R 153-18,

Vu le projet d'avenant à la convention relatif au projet urbain partenarial,

Vu le plan du périmètre de projet urbain partenarial,

Après en avoir délibéré et voté à main levée, le conseil municipal, à l'unanimité

- **DECIDE** que le Périmètre de Projet Urbain Partenarial est institué pour une durée de 15 ans,

- **DECIDE** que le Plan Local d'Urbanisme de Moulleron le captif est mis à jour afin d'y annexé le Périmètre de PUP. La présente délibération sera affichée pendant 1 mois.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'ensemble des conventions de Projet Urbain Partenarial et leurs avenants sur le périmètre indiqué en annexe ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente délibération. L'exonération de taxe d'aménagement sera de 10 années.

 Le Maire,
Rocky GODARD

5. prescriptions d'isolement acoustique



PRÉFECTURE DE LA VENDÉE

ARRETE PREFECTORAL n° 01 DDE 221

Le Préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur

ARRETE PREFECTORAL RELATIF AU CLASSEMENT ACOUSTIQUE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES ET A L'ISOLEMENT ACOUSTIQUE DES BATIMENTS DANS LES SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT CONCERNANT :

UNE VOIE COMMUNALE DE MONTAIGU ET LES ROUTES DEPARTEMENTALES

A L'EXCEPTION DES SECTIONS SITUÉES SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE CHALLANS, CHATEAU D'OLONNE, FONTENAY LE COMTE, LES HERBIERS, OLONNE SUR MER, LA ROCHE SUR YON, LES SABLES D'OLONNE.

Vu le Code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,

Vu le Code de l'urbanisme,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du Code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que ceux d'habitation et de leurs équipements,

Vu le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le Code de l'urbanisme et le Code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis des communes reçus suite à la consultation prévue par la loi et en date du 23 Août 2000,

Vu l'avis du comité de pilotage réuni le 12 Décembre 2000,

Sur proposition de la Directrice Départementale de l'Équipement de la Vendée.

1

ARRETE :**Article 1 :**

Les dispositions des articles 2 et 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le Département de la Vendée aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres départementales mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur le plan joint en annexe.

Article 2 :

Le tableau ci-après donne, pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, le type de tissu urbain ainsi que la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons comptés à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche.

Voies communales

| Voies | Communes concernées | Délimitation des tronçons | | | | Catégorie | Largeur du secteur affecté par le bruit | Tissu |
|-------------------|---------------------|---------------------------|-------------|--------|-------------|-----------|---|--------|
| | | PR début | Désignation | PR fin | Désignation | | | |
| Bd Auguste Durant | Montaigu | | RN 137 | | RD763 | 4 | 30 m | Ouvert |
| | | | RD 763 | | RD23 | 3 | 100 m | Ouvert |
| | | | RD 23 | | RN137 | 4 | 30 m | Ouvert |

Routes Départementales

| Voies | Communes concernées | Délimitation des tronçons | | | | Catégorie | Largeur du secteur affecté par le bruit | Tissu |
|-------|------------------------|---------------------------|-----------------|--------|---------------------|-----------|---|--------|
| | | PR début | Désignation | PR fin | Désignation | | | |
| RD 5 | Noirmoutier-en-l'Île | 0,000 | RD 948 | 5,250 | L'octan | 4 | 30 m | Ouvert |
| RD 6 | St-Gilles-Croix-de-Vie | 0,793 | Giratoire RD 38 | 14,160 | Entrée d'agglo Coix | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Givrand | | | | | | | |
| | St-Révérend | | | | | | | |
| | Coix | | | | | | | |

| | | | | | | | | |
|------------------|------------------------|--------|---|--------|---|---|-------|--------|
| | Coex | 14,160 | Entrée d'agglomération Coex | 15,400 | Début zone 70 | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Coex | 15,400 | Début zone 70 | 27,112 | RD978 | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Aizenay | | | | | | | |
| RD 9 | | | | | | | | |
| | Ste-Radegonde-des-N. | | Intersection RD 10 A | | Limite de département 17 | 3 | 100 m | Ouvert |
| RD 10 A | | | | | | | | |
| | Puyravault | 4,650 | RD 25 | 9,283 | RD 9 | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Ste-Radegonde-des-N. | | | | | | | |
| RD 22 | | | | | | | | |
| | Beauvais-sur-Mer | 13,310 | RD 948 | 20,220 | RD 38B-3 | 3 | 100 m | Ouvert |
| | La Barre-de-Monts | | | | | | | |
| RD 25 | | | | | | | | |
| | Champagné-les-Marais | 19,069 | RD 50 | 19,100 | Entrée d'agglomération Champagné-les-Marais | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Champagné-les-Marais | 19,100 | Entrée d'agglomération Champagné-les-Marais | 21,100 | Sortie d'agglomération Champagné-les-Marais | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Puyravault | 21,100 | Sortie d'agglomération Champagné-les-Marais | 22,9 | RD 10A | 3 | 100 m | Ouvert |
| RD 32 | | | | | | | | |
| | Seuillans | 38,900 | RD 69 A | | Limite commune Challans | 3 | 100 m | Ouvert |
| | La Garnache | 45,800 | RD 948 / limite de commune Challans | 56,564 | Limite dpt 44 | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Bois de Céné | | | | | | | |
| RD 36 | | | | | | | | |
| | Nieul-le-Dolent | 21,163 | RD 4 | 22,130 | Sortie d'agglomération Nieul-le-Dolent | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Nieul-le-Dolent | 22,130 | Sortie d'agglomération Nieul-le-Dolent | 25,570 | Zone 60 avant agglomération | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Aubigny | | | | | | | |
| | Aubigny | 25,570 | Zone 60 avant agglomération | 26,300 | Sortie d'agglomération Aubigny | 4 | 30 m | Ouvert |
| RD 38 | | | | | | | | |
| | Brétignolles-sur-Mer | 11,500 | Entrée d'agglomération Brétignolles-sur-Mer | 12,950 | Sortie d'agglomération Brétignolles-sur-Mer | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Brétignolles-sur-Mer | 12,950 | Sortie d'agglomération Brétignolles-sur-Mer | 13,450 | Début zone 70 | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Brétignolles-sur-Mer | 13,450 | Début zone 70 | | | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Brétignolles-sur-Mer | 15,920 | Sortie d'agglomération La Sauzais | 18,000 | Entrée d'agglomération Givrand | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Givrand | | | | | | | |
| | Givrand | 18,000 | Entrée d'agglomération Givrand | 18,100 | Sortie d'agglomération Givrand | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Givrand | 18,700 | Sortie d'agglomération Givrand | 19,000 | RD 38B1 | 3 | 100 m | Ouvert |
| | | | | | | | | |
| | St-Hilaire-de-Riez | 25,750 | RD 38B1 | 27,590 | Entrée d'agglomération Le Pissot | 3 | 100 m | Ouvert |
| | St-Hilaire-de-Riez | 27,590 | Entrée d'agglomération Le Pissot | 28,020 | Sortie d'agglomération Le Pissot | 4 | 30 m | Ouvert |
| | St-Hilaire-de-Riez | 28,020 | Sortie d'agglomération Le Pissot | 31,350 | Entrée d'agglomération Orouet | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Orouet | 31,350 | Entrée d'agglomération Orouet | 32,800 | Sortie d'agglomération Orouet | 4 | 30 m | Ouvert |
| | St-Jean-de-Monts | 32,800 | Sortie d'agglomération Orouet | 35,400 | RD 38B2 | 3 | 100 m | Ouvert |
| | | | | | | | | |
| | La Barre-de-Monts | 51,050 | Début 2x2 voies | 51,400 | Entrée d'agglomération La Barre-de-Monts | 3 | 100 m | Ouvert |
| | La Barre-de-Monts | 51,400 | Entrée d'agglomération La Barre-de-Monts | 52,470 | Sortie d'agglomération La Barre-de-Monts | 4 | 30 m | Ouvert |
| | La Barre-de-Monts | 52,470 | Sortie d'agglomération La Barre-de-Monts | 66,908 | Fin 2x2 voies | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Rahâire | | | | | | | |
| | La Guérimière | | | | | | | |
| RD 38 B 1 | | | | | | | | |
| | Givrand | 0,000 | RD 38 (PR 19,000) | 7,889 | RD 38 (PR 25,750) | 3 | 100 m | Ouvert |
| | St-Gilles-Croix-de-Vie | | | | | | | |
| | Le Penquiller | | | | | | | |
| | St-Hilaire-de-Riez | | | | | | | |
| RD 38 B 2 | | | | | | | | |
| | St-Jean-de-Monts | | RD 38 (PR 35,400) | | RD 51 | 3 | 100 m | Ouvert |
| RD 38 B 3 | | | | | | | | |
| | La Barre-de-Monts | 51,063 | RD 38 | 52,470 | RD 22 | 3 | 100 m | Ouvert |
| RD 46 | | | | | | | | |
| | La Faute-sur-Mer | 0,000 | Début | 2,480 | Sortie d'agglomération La Faute-sur-Mer | 4 | 30 m | Ouvert |
| | La Faute-sur-Mer | 2,480 | Sortie d'agglomération La Faute-sur-Mer | 5,440 | Entrée d'agglomération La Tranche-sur-Mer | 3 | 100 m | Ouvert |
| | La Tranche-sur-Mer | | | | | | | |
| | La Tranche-sur-Mer | 5,440 | Entrée d'agglomération La Tranche-sur-Mer | 9,180 | RD 747 | 4 | 30 m | Ouvert |

| | | | | | | | | |
|-----------------|-------------------------|--------|---|--------|---|---|-------|--------|
| RD 46 C | L'Aiguillon-sur-Mer | | RD 746 A | | RD 46 D | | 30 m | Ouvert |
| RD 46 D | L'Aiguillon-sur-Mer | | RD 46 C | | RD 46 | | 30 m | Ouvert |
| | La Faraite-sur-Mer | | | | | | | |
| RD 69 | St-Hilaire-de-Riez | 0,000 | Début | 1,000 | Fin zone 70 | 4 | 30 m | Ouvert |
| | St-Hilaire-de-Riez | 1,000 | Fin zone 70 | 6,580 | Entrée d'agglomération Soullans | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Notre Dame de Riez | | | | | | | |
| | Soullans | | | | | | | |
| | Soullans | 6,580 | Entrée d'agglomération Soullans | 8,000 | Sortie d'agglomération Soullans | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Soullans | 8,000 | Sortie d'agglomération Soullans | | Limite de commune Challans | 3 | 100 m | Ouvert |
| RD 200 | | | | | | | | |
| RD 200-1 | Luçon | 0,000 | RD 949 | 1,900 | RD 746 | 3 | 100 m | Ouvert |
| RD 200-2 | Luçon | 1,900 | RD 746 | 3,800 | RD 949 | 4 | 30 m | Ouvert |
| RD 201 | | | | | | | | |
| RD 201-1 | Luçon | 0,000 | RD 746 | 1,432 | RD 949 | 4 | 30 m | Ouvert |
| RD 203 | | | | | | | | |
| RD 203 | Pouzauges | 1,292 | RD 752 | 3,182 | Fin recensement EST | 3 | 100 m | Ouvert |
| RD 746 | | | | | | | | |
| | St-Florent-des-Bois | | Limite de commune La Roche / Yeu | 21,815 | RD 19 - RD 60 | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Château-Guibert | | | | | | | |
| | Mareuil-sur-Lay | | | | | | | |
| | Mareuil-sur-Lay | 21,815 | RD 19 - RD 60 | 22,980 | Sortie d'agglomération Mareuil-sur-Lay | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Mareuil-sur-Lay | 22,980 | Sortie d'agglomération Mareuil-sur-Lay | 29,400 | Entrée d'agglomération Luçon | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Cespt | | | | | | | |
| | Luçon | 29,400 | Entrée d'agglomération Luçon | 30,460 | RD 200 OUEST | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Luçon | 31,567 | RD 949 | 32,600 | Sortie d'agglomération Luçon | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Luçon | 32,600 | Sortie d'agglomération Luçon | 38,680 | Entrée d'agglomération Trizaise | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Trizaise | | | | | | | |
| | Trizaise | 38,680 | Entrée d'agglomération Trizaise | 39,950 | Sortie d'agglomération Trizaise | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Trizaise | 39,950 | Sortie d'agglomération Trizaise | 44,850 | Entrée d'agglomération St-Michel-en-l'Herm | 3 | 100 m | Ouvert |
| | St-Michel-en-l'Herm | | | | | | | |
| | St-Michel-en-l'Herm | 44,850 | Entrée d'agglomération St-Michel-en-l'Herm | 47,750 | Sortie d'agglomération St-Michel-en-l'Herm | 4 | 30 m | Ouvert |
| | St-Michel-en-l'Herm | 47,750 | Sortie d'agglomération St-Michel-en-l'Herm | 51,240 | RD 44 | 3 | 100 m | Ouvert |
| RD 746 A | | | | | | | | |
| | St-Michel-en-l'Herm | 0,000 | RD 746 | 0,750 | RD 46 C | 4 | 30 m | Ouvert |
| | L'Aiguillon-sur-Mer | | | | | | | |
| RD 747 | | | | | | | | |
| | Les Clouzeaux | | Limite de commune La Roche / Yeu | 6,744 | RD 2747 | 2 | 250 m | Ouvert |
| | Aubigny | | | | | | | |
| | Aubigny | 6,744 | RD 2747 | 19,520 | Entrée d'agglomération Moutiers-les-Mauxfaits | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Nesmy | | | | | | | |
| | La Beissière-des-Landes | | | | | | | |
| | St-Vincent-sur-Grozon | | | | | | | |
| | Moutiers-les-Mauxfaits | | | | | | | |
| | Moutiers-les-Mauxfaits | 19,620 | Entrée d'agglomération Moutiers-les-Mauxfaits | 20,700 | Sens unique | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Moutiers-les-Mauxfaits | 20,870 | Sens unique | 21,290 | Sortie d'agglomération Moutiers-les-Mauxfaits | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Moutiers-les-Mauxfaits | 21,290 | Sortie d'agglomération Moutiers-les-Mauxfaits | 37,700 | Entrée d'agglomération La Tranche-sur-Mer | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Le Bernard | | | | | | | |
| | Le Olive | | | | | | | |
| | La Jonchère | | | | | | | |
| | Angles | | | | | | | |
| | La Tranche-sur-Mer | | | | | | | |
| | La Tranche-sur-Mer | 37,700 | Entrée d'agglomération La Tranche-sur-Mer | 38,550 | RD 46 | 4 | 30 m | Ouvert |

| | | | | | | | | |
|---------------|------------------------|----------|---|----------|---|---|-------|--------|
| RD 752 | | | | | | | | |
| | St-Michel-Mont-Mercure | 17,080 | Entrée d'agglomération, RD 755 | 17,815 | Sortie d'agglomération St-Michel-Mont-Mercure | 4 | 30 m | Ouvert |
| | St-Michel-Mont-Mercure | 17,815 | Sortie d'agglomération St-Michel-Mont-Mercure | 23,180 | Entrée d'agglomération Pouzauges | 3 | 100 m | Ouvert |
| | La Flecellière | | | | | | | |
| | Pouzauges | | | | | | | |
| | Pouzauges | 23,180 | Entrée d'agglomération Pouzauges | 25,360 | RD203 | 4 | 30 m | Ouvert |
| RD 753 | | | | | | | | |
| | Tiffauges | 0,000 | Limite Département 49 | 0,600 | Sortie d'agglomération Tiffauges | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Tiffauges | 0,600 | Sortie d'agglomération Tiffauges | 18,870 | Limite Département 44 | 3 | 100 m | Ouvert |
| | La Bruflère | | | | | | | |
| | Treize-Septiers | | | | | | | |
| | La Guycennière | | | | | | | |
| | St-Hilaire-de-Loulay | | | | | | | |
| | Montignou | | | | | | | |
| | Bouffière | | | | | | | |
| | St-Philbert-de-Bouaine | 27,170 | Limite Département 44 | 30,350 | Entrée d'agglomération Rocheservière | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Rocheservière | | | | | | | |
| | Rocheservière | 30,350 | Entrée d'agglomération Rocheservière | 32,060 | Sortie d'agglomération Rocheservière | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Rocheservière | 32,060 | Sortie d'agglomération Rocheservière | 33,963 | Limite Département 44 | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Falleron | 47,200 | Limite Département 44 | 48,480 | Entrée d'agglomération Falleron | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Falleron | 48,480 | Entrée d'agglomération Falleron | 49,370 | Sortie d'agglomération Falleron | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Falleron | 49,370 | Sortie d'agglomération Falleron | 52,900 | Entrée d'agglomération Froidfond | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Froidfond | | | | | | | |
| | Froidfond | 52,900 | Entrée d'agglomération Froidfond | 53,880 | Sortie d'agglomération Froidfond | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Froidfond | 53,880 | Sortie d'agglomération Froidfond | | Limite de commune Châlans | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Le Perrier | | limite de commune Châlans | 71,600 | Entrée d'agglomération Le Perrier | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Le Perrier | 71,600 | Entrée d'agglomération Le Perrier | 72,160 | Sortie d'agglomération Le Perrier | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Le Perrier | 72,160 | Sortie d'agglomération Le Perrier | 76,680 | RD 38D2 | 3 | 100 m | Ouvert |
| | St-Jean-de-Monts | | | | | | | |
| RD 754 | | | | | | | | |
| | Le Fouailler | 22,630 | RD 32 | 24,450 | Entrée d'agglomération Le Fouailler | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Le Fouailler | 24,450 | Entrée d'agglomération Le Fouailler | 29,325 | RD 3R | 4 | 30 m | Ouvert |
| | St-Gilles-Croix-de-Vie | | | | | | | |
| RD 755 | | | | | | | | |
| | St-Paul-en-Pareds | 32,393 | Limite de commune Les Herbiers | 39,600 | Entrée d'agglomération L'Époux | 3 | 100 m | Ouvert |
| | St-Mars-la-Réorthe | | | | | | | |
| | St-Michel-Mont-Mercure | | | | | | | |
| | St-Michel-Mont-Mercure | 39,600 | Entrée d'agglomération L'Époux | 41,256 | D752 | 4 | 30 m | Ouvert |
| RD 756 | | | | | | | | |
| | Bouin | 0,000 | Limite Département 44 | 4,810 | Entrée d'agglomération Bouin | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Bouin | 4,810 | Entrée d'agglomération Bouin | 6,140 | Sortie d'agglomération Bouin | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Bouin | 6,140 | Sortie d'agglomération Bouin | 12,110 | Entrée d'agglomération Beauvoir-sur-Mer | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Beauvoir-sur-Mer | | | | | | | |
| | Beauvoir-sur-Mer | 12,110 | Entrée d'agglomération Beauvoir-sur-Mer | 13,310 | RD 548 | 4 | 30 m | Ouvert |
| RD 763 | | | | | | | | |
| | Montaigu | 13,035 | RN 137 | 13,867 | RD 753 | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Bouffière | | | | | | | |
| | Bouffière | 13,867 | RD 753 | 14,180 | Sortie d'agglomération Mirville | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Bouffière | 14,180 | Sortie d'agglomération Mirville | 15,150 | Entrée d'agglomération Bouffière | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Bouffière | 15,150 | Entrée d'agglomération Bouffière | 15,540 | Fin de zone 70 | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Bouffière | 15,540 | Fin de zone 70 | 16,360 | Sortie d'agglomération Bouffière | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Bouffière | 16,360 | Sortie d'agglomération Bouffière | 16+1.039 | RN 1137 | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Bouffière | 16+1.039 | RN 1137 | 39,200 | RD 937 | 2 | 250 m | Ouvert |
| | L'Herbergement | | | | | | | |
| | St-Sulpice-le-Verdon | | | | | | | |
| | St-Denis-la-Chevassse | | | | | | | |
| | Saligny | | | | | | | |
| | Belleville-sur-Vie | | | | | | | |
| RD 937 | | | | | | | | |
| | Mouilleron-le-Captif | | Limite de commune La Roche / ven | 10,900 | Fin 2x2 voies | 2 | 250 m | Ouvert |
| | Le Poiré-sur-Vie | | | | | | | |
| | Dompleaire-sur-Yan | | | | | | | |
| | Belleville-sur-Vie | | | | | | | |

| | | | | | | | | |
|-------------------|-----------------------------------|----------|--|----------|--|---|-------|--------|
| | Belleville-sur-Vie | 10,900 | Fin 2x2 voies | 11,740 | Entrée d'agglomération Belleville-sur-Vie | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Belleville-sur-Vie | 11,740 | Entrée d'agglomération Belleville-sur-Vie | 12,510 | Sens unique | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Belleville-sur-Vie | 12,685 | Sens unique | 13,280 | Sortie d'agglomération Belleville-sur-Vie | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Belleville-sur-Vie | 13,280 | Sortie d'agglomération Belleville-sur-Vie | 19,950 | Entrée d'agglomération Les Lucs-sur-Boulogne | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Beaufort Les Lucs-sur-Boulogne | | | | | | | |
| | Les Lucs-sur-Boulogne | 19,950 | Entrée d'agglomération Les Lucs-sur-Boulogne | 21,400 | Sortie d'agglomération Les Lucs-sur-Boulogne | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Les Lucs-sur-Boulogne | 21,400 | Sortie d'agglomération Les Lucs-sur-Boulogne | 31,621 | RD 753 | 3 | 160 m | Ouvert |
| | Rocheservière | | | | | | | |
| | Rocheservière | 31,621 | RD 753 | 32,440 | Sortie d'agglomération Rocheservière | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Rocheservière | 32,440 | Sortie d'agglomération Rocheservière | 43,025 | Limite Département 44 | 3 | 100 m | Ouvert |
| | St-Philbert-de-Boulogne | | | | | | | |
| RD 938 ter | | | | | | | | |
| | Fentaines | 17,990 | RD 20 | | Limite de Commune Fentenas | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Pissotte | 23,150 | limite de commune Fontenas | 25,000 | Entrée d'agglomération Pissotte | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Pissotte | 25,000 | Entrée d'agglomération Pissotte | 26,070 | Sortie d'agglomération Pissotte | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Pissotte | 26,070 | Sortie d'agglomération Pissotte | 28,720 | Entrée d'agglomération Fourchaud | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Serizant | | | | | | | |
| | Bourneaux | 28,720 | Entrée d'agglomération Fourchaud | 29,710 | Sortie d'agglomération Fourchaud | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Bourneaux | 29,710 | Sortie d'agglomération Fourchaud | 45,655 | La Tardière | 3 | 160 m | Ouvert |
| | Cezais | | | | | | | |
| | Antigny | | | | | | | |
| | La Chapelle-Montbrun | | | | | | | |
| | La Tardière | | | | | | | |
| RD 948 | | | | | | | | |
| | Bournezeau | | RD 948 Bis | | Limite de commune La Roche / Yon | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Fougères | | | | | | | |
| | Le Châzeau-Vicente | | | | | | | |
| | Mouilleron-le-Captif | 39,800 | Limite de commune La Roche / Yon | 47,920 | Entrée d'agglomération Aizenay | 2 | 250 m | Ouvert |
| | Yeuzeville | | | | | | | |
| | Le Genest-sur-Loire | | | | | | | |
| | Aizenay | | | | | | | |
| | Aizenay | 47,920 | Entrée d'agglomération Aizenay | 75+1.280 | Entrée d'agglomération Pont-Habert | 3 | 160 m | Ouvert |
| | Marché | | | | | | | |
| | St-Christophe-du-Lign. | | | | | | | |
| | La Garnache | | | | | | | |
| | Sallertaine | | | | | | | |
| | Sallertaine | 75+1.280 | Entrée d'agglomération Pont-Habert | 77,000 | Fin de zone 70 | 4 | 30 m | Ouvert |
| | Sallertaine | 77,000 | Fin de zone 70 | 83,850 | Entrée d'agglomération St-Gervais | 3 | 100 m | Ouvert |
| | St-Urbain | | | | | | | |
| | St-Gervais | 83,850 | Entrée d'agglomération St-Gervais | 85+1.030 | Sortie d'agglomération St-Gervais | 4 | 30 m | Ouvert |
| | St-Gervais | 85+1.030 | Sortie d'agglomération St-Gervais | 86,860 | Entrée d'agglomération Beauvoir-sur-Mer | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Beauvoir-sur-Mer | | | | | | | |
| | Beauvoir-sur-Mer | 86,860 | Entrée d'agglomération Beauvoir-sur-Mer | 89,050 | Sortie d'agglomération Beauvoir-sur-Mer | 4 | 30 m | Ouvert |
| | La Gâtinière | 106,370 | RD 38 | 108,670 | RD 95C | 3 | 100 m | Ouvert |
| | L'Épine | | | | | | | |
| | L'Épine | 108,670 | RD 95 C | 109,290 | Début 2x2 voies | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Noirmoutier-en-Île | 109,290 | Début 2x2 voies | 109,720 | Av. de Padron | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Noirmoutier-en-Île | 109,720 | Av. de Padron | 110,050 | Fin de 2x2 voies | 4 | 30 m | Ouvert |
| RD 948bis | | | | | | | | |
| | Longèves | | Limite de commune Fontenas | 8,470 | RN 148 / RD 949 | 3 | 100 m | Ouvert |
| RD 949 | | | | | | | | |
| | Longèves | 0,000 | RN 148 | 9,770 | Entrée d'agglomération Mouzeuil-St-Martin | 3 | 100 m | Ouvert |
| | Pétosse | | | | | | | |
| | Mouzeuil-St-Martin | | | | | | | |

| | | | | | | | |
|-----------------------|--------|---|--------|---|---|-------|--------|
| Mouzeuil-St-Martin | 9,770 | Entrée d'agglomération Mouzeuil-St-Martin | 11,640 | Sortie d'agglomération Mouzeuil-St-Martin | 4 | 30 m | Ouvert |
| Mouzeuil-St-Martin | 11,640 | Sortie d'agglomération Mouzeuil-St-Martin | 13,210 | Entrée d'agglomération Nailliers | 3 | 100 m | Ouvert |
| Nailliers | | | | | | | |
| Nailliers | 13,210 | Entrée d'agglomération Nailliers | 15,210 | Sortie d'agglomération Nailliers | 4 | 30 m | Ouvert |
| Nailliers | 15,210 | Sortie d'agglomération Nailliers | 16,550 | Fin zone 70 | 3 | 100 m | Ouvert |
| Nailliers | 16,550 | Fin zone 70 | 17,550 | Sortie d'agglomération Chevrette | 4 | 30 m | Ouvert |
| Nailliers | 17,550 | Sortie d'agglomération Chevrette | 20,586 | RN 137 | 3 | 100 m | Ouvert |
| St-Aubin-la-Plaine | | | | | | | |
| St-Gemme-la-Plaine | | | | | | | |
| St-Gemme-la-Plaine | 20,586 | RN 137 | 22,800 | Entrée d'agglomération Luçon | 3 | 100 m | Ouvert |
| Luçon | | | | | | | |
| Luçon | 22,800 | Entrée d'agglomération Luçon | 24,700 | Brd. de l'Octan | 4 | 30 m | Ouvert |
| Luçon | 24,700 | Brd. de l'Octan | 25,100 | Place du Minage | 3 | 100 m | u |
| Luçon | 25,100 | Place du Minage | 25,500 | Rue de Milandry | 4 | 30 m | Ouvert |
| Luçon | 25,500 | Rue de Milandry | 25,800 | Rue de l'Aumènerie | 3 | 100 m | u |
| Luçon | 25,800 | Rue de l'Aumènerie | 28,620 | Sortie Beugné-l'Abbé | 4 | 30 m | Ouvert |
| Les Magnils-Reigniers | | | | | | | |
| Les Magnils-Reigniers | 28,620 | Sortie Beugné-l'Abbé | 37,910 | Entrée d'agglomération St-Cyr-en-Talmontais | 3 | 100 m | Ouvert |
| Chamaais | | | | | | | |
| Lairoux | | | | | | | |
| La Clisse | | | | | | | |
| St-Cyr-en-Talmontais | | | | | | | |
| St-Cyr-en-Talmontais | 37,910 | Entrée d'agglomération St-Cyr-en-Talmontais | 39,100 | Sortie d'agglomération St-Cyr-en-Talmontais | 4 | 30 m | Ouvert |
| St-Cyr-en-Talmontais | 39,100 | Sortie d'agglomération St-Cyr-en-Talmontais | 44,770 | RD 747 | 3 | 100 m | Ouvert |
| Le Givre | | | | | | | |
| Le Givre | 44,770 | RD 747 | 50,130 | Entrée d'agglomération Avrillé | 3 | 100 m | Ouvert |
| Le Bernand | | | | | | | |
| Avrillé | | | | | | | |
| Avrillé | 50,130 | Entrée d'agglomération Avrillé | 50,935 | Dédoublement | 4 | 30 m | Ouvert |
| Avrillé | 51,320 | Dédoublement | 51,650 | Sortie d'agglomération Avrillé | 4 | 30 m | Ouvert |
| Avrillé | 51,650 | Sortie d'agglomération Avrillé | 59,850 | Entrée d'agglomération Talmont-St-Hilaire | 3 | 100 m | Ouvert |
| St-Hilaire-la-Forêt | | | | | | | |
| Pozroux | | | | | | | |
| Talmont-St-Hilaire | | | | | | | |
| Talmont-St-Hilaire | 59,850 | Entrée d'agglomération Talmont-St-Hilaire | 60,537 | RD 108 | 4 | 30 m | Ouvert |
| Talmont-St-Hilaire | 60,537 | RD 108 | 62,320 | Sortie d'agglomération Talmont-St-Hilaire | 3 | 100 m | Ouvert |
| Talmont-St-Hilaire | 62,320 | Sortie d'agglomération Talmont-St-Hilaire | 69,310 | Limite de commune Château d'Olonne | 3 | 100 m | Ouvert |
| RD 949 bis | | | | | | | |
| La Châtaigneraie | | RD 934 Ter | 12,100 | RD 752 | 3 | 100 m | Ouvert |
| Antigny | | | | | | | |
| Cheffais | | | | | | | |
| Chantonay | 32,314 | RD 914 Ter | 34,100 | Sortie d'agglomération Chantonay | 4 | 30 m | Ouvert |
| Chantonay | 34,100 | Sortie d'agglomération Chantonay | 43,384 | RD 948 | 3 | 100 m | Ouvert |
| Bournezeau | | | | | | | |
| RD 960 bis | | | | | | | |
| Pouzuges | | Début déviation | 21,200 | Entrée d'agglomération St-Prouant | 3 | 100 m | Ouvert |
| Le Bospière | | | | | | | |
| St-Prouant | | | | | | | |
| St-Prouant | 21,200 | Entrée d'agglomération St-Prouant | 22,390 | Sortie d'agglomération St-Prouant | 4 | 30 m | Ouvert |
| St-Prouant | 22,390 | Sortie d'agglomération St-Prouant | 30,740 | Entrée d'agglomération Chantonay | 3 | 100 m | Ouvert |
| Sigoumès | | | | | | | |
| St-Georges-de-Prinçay | | | | | | | |
| Chantonay | | | | | | | |
| Chantonay | 30,740 | Entrée d'agglomération Chantonay | 32,314 | RD 949 Bis | 4 | 30 m | Ouvert |
| RD 2747 | | | | | | | |
| Aubigny | 6,850 | RD 747 | 7,240 | RD 50 | 3 | 100 m | Ouvert |
| Aubigny | 7,240 | RD 50 | 8,580 | Zone 30 | 4 | 30 m | Ouvert |

Article 3 :

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets n° 95-20 et n° 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Article 4 :

Le certificat d'urbanisme, quand il est demandé, doit informer le pétitionnaire lorsque le terrain est situé dans un secteur affecté par le bruit d'une ou de plusieurs infrastructures routières, ainsi que le classement des voies en cours.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département et d'un affichage à la Mairie des communes concernées pendant un mois.

Article 6 :

Le présent arrêté doit être annexé par le Maire des communes concernées au plan d'occupation des sols et, s'il y a lieu, aux plans d'aménagement de zones et au plan de sauvegarde et de mise en valeur.

Les périmètres des secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 sont reportés à titre d'information sur les documents graphiques du plan d'occupation des sols et, s'il y a lieu, sur ceux des plans d'aménagement de zones et du plan de sauvegarde et de mise en valeur, par les Maires des communes concernées.

Les niveaux sonores à prendre en compte pour la construction de bâtiments et les prescriptions d'isolement acoustique de nature à le réduire, sont tenus à la disposition du public à la préfecture du département de la Vendée, aux sous-préfectures des Sables d'Olonne et Fontenay le Comte, dans les mairies des communes concernées, à la Direction Départementale de l'Équipement de la Vendée ainsi que dans les bureaux de ses subdivisions territoriales.

Article 7 :

La mention des lieux où cet arrêté peut être consulté est insérée dans les journaux Ouest-France et Presse-Océan – Vendée-Matin et affichée à la Mairie des communes concernées.

Article 8 :

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de NANTES dans un délai de deux mois à compter de la date de parution la plus récente des deux journaux faisant mention des lieux où on peut le consulter.

Le présent arrêté sera notifié :

- Au Secrétaire Général de la Préfecture
- Au Sous-Préfet des Sables d'Olonne
- Au Sous-Préfet de Fontenay-Le-Comte
- Aux Maires des communes concernées
- Au Directeur Départemental de L'Equipement

Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation du présent arrêté sera en outre adressée :

- Au Président du Conseil Général de La Vendée
- Au Président de l'Association des Maires du Département de La Vendée
- Au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

POUR COPIE CONFORME



Fait à La Roche sur Yon, le 19 MARS 2011

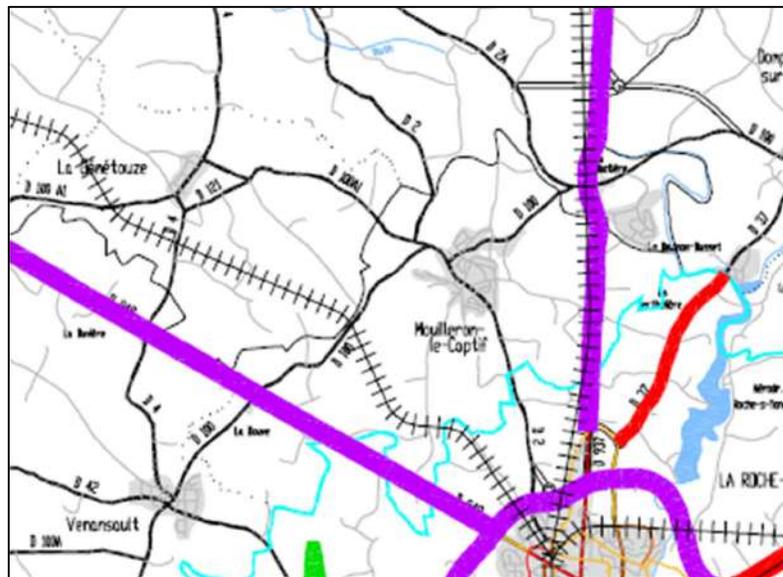
Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Yves LUCCHESI

Annexe :
Carte représentant la catégorie des infrastructures



CARTE DU CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES DE LA VENDEE.
annexée aux arrêtés préfectoraux n° 01 DDE 220 à 01 DDE 229 du 19 mars 2001.



6. Plan des zones à risque d'exposition au plomb



PRÉFECTURE DE LA VENDÉE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Arrêté Préfectoral 04-DAS-870
délimitant les zones à risques d'exposition au plomb en Vendée

Le Préfet de Vendée
Chevalier de la légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du mérite

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L.1334-1 à 6 et R.1334-9 à 13,

Vu le code de la construction et de l'habitation,

Vu le décret n°99-484 du 9 juin 1999 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme,

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 fixant le modèle de la note d'information à joindre à un état des risques d'accessibilité au plomb révélant la présence de revêtements contenant du plomb pris pour l'application de l'article R.1334-13 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 concernant le contrôle des locaux après réalisation de travaux d'urgence en vue de vérifier la suppression de l'accessibilité au plomb,

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures,

Vu la circulaire DGS/VS3 n°99/533 du 14 septembre 1999 et UHC/QC/18 n°99-58 du 30 août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence contre le saturnisme,

Vu la circulaire DGS/SD7/2001/27 et UHC/QC/1 n°2001-1 du 16 janvier 2001 relative aux états des risques d'accessibilité au plomb réalisés en application de l'article L.1334-5 du code de la santé publique,

Vu l'avis de chaque conseil municipal des communes du département de Vendée,

Vu l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène émis au cours de sa séance du 25 mai 2004,

Considérant que le plomb est un toxique très dangereux pour la santé publique et notamment pour celles des jeunes enfants.

Considérant que les peintures ou revêtements contenant du plomb ont été largement utilisés dans les bâtiments jusqu'en 1948.

Considérant qu'il est souhaitable, en raison des données existantes concernant la diffusion des peintures au plomb dans le parc de logements anciens de Vendée, que les propriétaires et les occupants d'immeubles d'habitation soient informés des risques liés à la présence de peintures au plomb afin qu'ils intègrent ce risque dans la gestion de leurs immeubles,

Sur proposition du Secrétaire Général

.../...

Arrêté préfectoral 04-DAS-870
délimitant les zones à risques d'exposition au plomb en vendée

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Toutes les communes du département de la Vendée sont classées en zone à risque d'exposition au plomb.

ARTICLE 2 : Un état des risques d'accessibilité au plomb est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1er janvier 1948 et situé dans la zone à risque définie à l'article 1^{er}. Cet état doit avoir été établi depuis moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat ou du contrat susvisé.

ARTICLE 3 : L'état des risques d'accessibilité au plomb identifie toute surface comportant un revêtement avec présence de plomb et précise la concentration de plomb, la méthode d'analyse utilisée ainsi que l'état de conservation de chaque surface. Il est conforme au guide méthodologique joint à la circulaire du 16 janvier 2001 et annexé au présent arrêté. Il est dressé par un contrôleur technique agréé au sens de l'article L.111-25 du code de la construction et de l'habitation ou par un technicien de la construction qualifié ayant contracté une assurance professionnelle pour ce type de mission. Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute autre activité d'entretien ou de réparation de cet immeuble.

ARTICLE 4 : Lorsque l'état des risques révèle la présence de revêtements contenant du plomb, il doit être communiqué sans délai par le propriétaire aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concerné, et aux personnes éventuellement amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné.

ARTICLE 5 : Une note d'information, conforme à l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999, doit être annexée à tout état des risques d'accessibilité, lorsque celui-ci révèle la présence de revêtements contenant du plomb.

ARTICLE 6 : Lorsque l'état des risques révèle une accessibilité au plomb au sens de l'article R.1334-3 du code de la santé publique, le vendeur ou son mandataire transmet sans délai au préfet, une copie conforme et exhaustive de l'état des risques d'accessibilité au plomb, l'adresse du vendeur et l'adresse de l'acquéreur.

ARTICLE 7 : L'état des risques d'accessibilité au plomb est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi que, le cas échéant, aux inspecteurs du travail et aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale.

ARTICLE 8 : Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée à raison des vices constitués par l'accessibilité au plomb si un état des risques d'accessibilité au plomb n'est pas annexé aux actes visés à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois à la mairie de chaque commune de la Vendée. Mention du présent arrêté sera insérée, avant le 1^{er} septembre 2004, dans deux journaux paraissant dans le département de la Vendée. Une copie sera adressée au conseil supérieur du notariat, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près des tribunaux de grande instance dans le ressort desquels est située la zone à risque.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable aux actes visés à l'article 2 signés à partir du 1^{er} septembre 2004.

ARTICLE 11 : Toute personne qui désire contester cette décision peut saisir le Tribunal Administratif de Nantes, situé au 6 allée Ile Gloriette, d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de la décision.

ARTICLE 12 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Messieurs les Sous-Préfets, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Mesdames et Messieurs les Maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

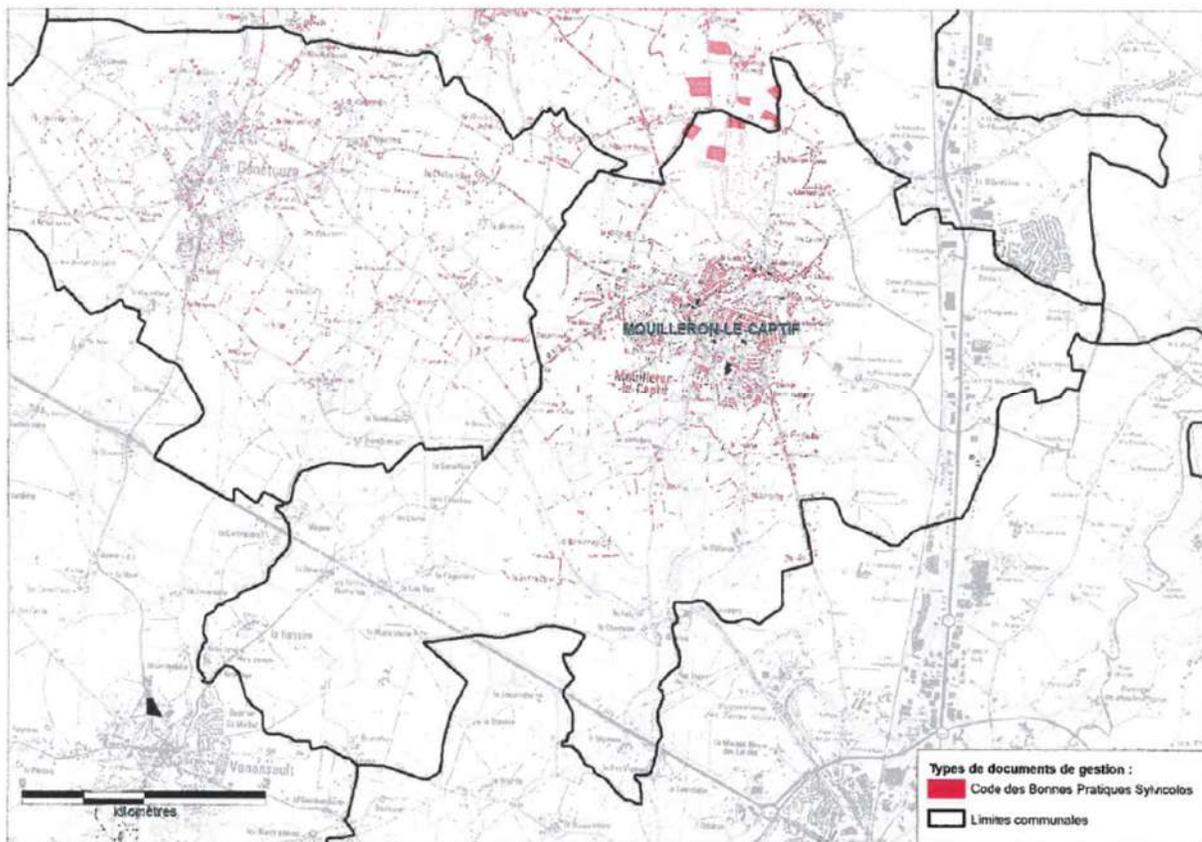
Fait à La Roche sur Yon, le 1^{er} juillet 2004.

LE PREFET

7. Bois ou forêts relevant du régime forestier

PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE MOULLERON-LE-CAPTIF - VENDÉE -

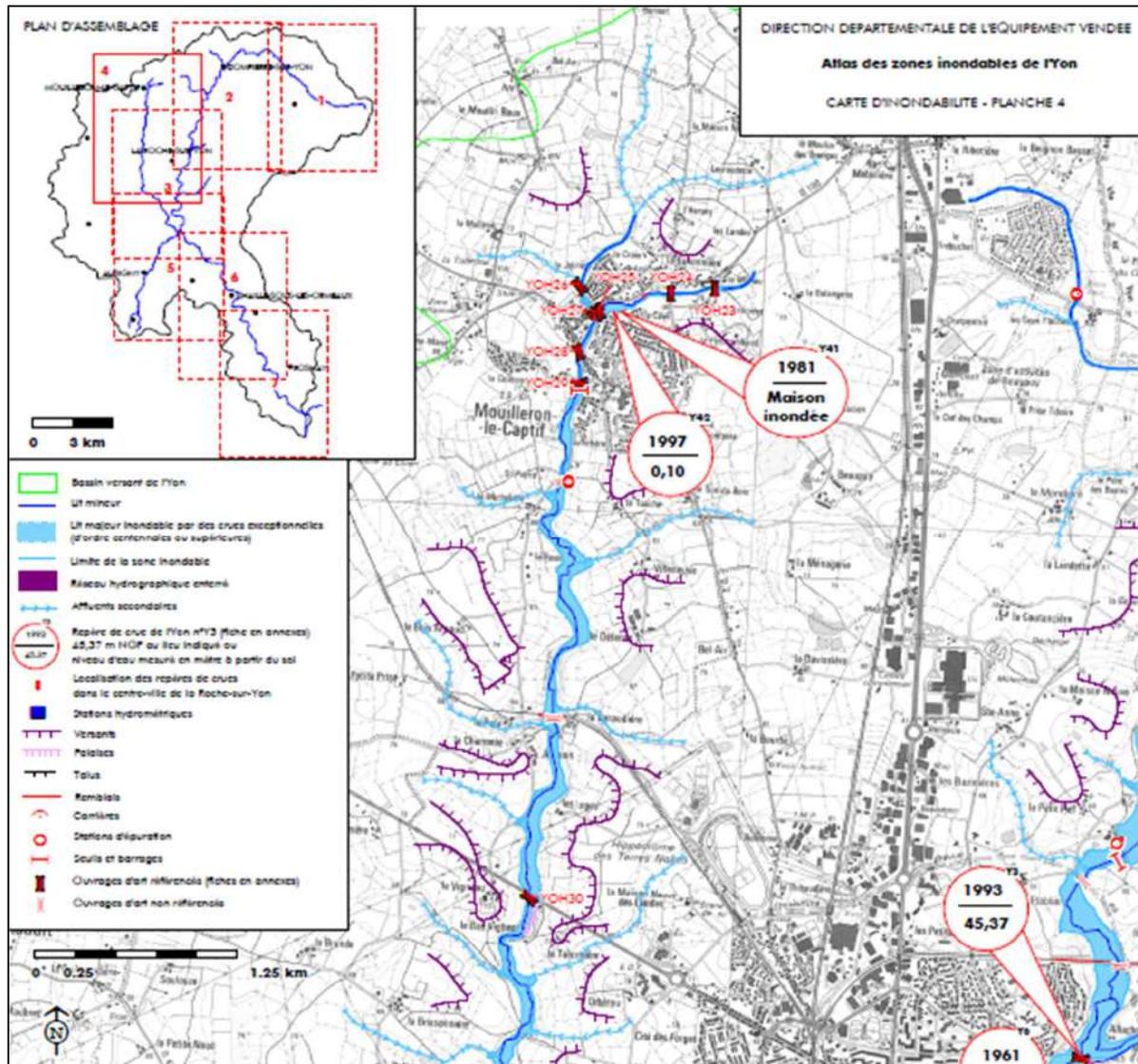
INFORMATION SUR LES FORÊTS PRIVÉES DISPOSANT D'UNE GARANTIE DE GESTION FORESTIÈRE DURABLE



Source : IGN SCAN250, ©IGN BDCarto, CHPF BRPL (2020)
Réalisation : CHPF BRPL, Janvier 2020

8. Plan de prévention des risques naturels

La commune n'est pas concernée par un plan de prévention des risques naturels, mais est concernée par l'atlas des zones inondables de l'Yon. (voir pièce V.5)



9. Secteur d'Informations sur les Sols

Un terrain est concerné en tant que secteur d'informations sur les sols.

Fiche Détaillée

Description du site

Nom : SERTA
 Adresse : ZAC DE BEAUPUY
 Commune principale : 85155 MOULLERON LE CAPTIF
 Code - Libellé NAF : H11 - Usinage
 Plus d'infos sur le site : <https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/basias-detaillee/PAL8503624>
https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0063_02849

Conclusions de l'administration sur l'état des sols

Date de dernière mise à jour des informations :

Terrain répertorié en Secteur d'Informations sur les Sols (SIS)

Identifiant : SSP00060130101
 Ancien identifiant SIS : 85SIS08597

Description : 1 En 1999, la société SERTA a implanté une usine de fabrication de véris. Cette activité a été mise à l'arrêt temporaire en 2012 puis à l'arrêt définitif en 2015. Le site comprenait notamment des installations de travail mécanique des métaux, de traitement de surface et d'application de peinture. Il est situé au sein d'une zone industrielle et commerciale.
 Observations: Le diagnostic de pollution du site a mis en évidence une pollution des sols en arsenic sur plusieurs zones du site et aux hydrocarbures sur une zone spécifique.
 En 2016, des travaux de réhabilitation ont été menés et ont consisté au retrait des bétons souillés et d'une grande partie des terres polluées.
 Des analyses complémentaires ont mis en évidence la présence d'une pollution résiduelle sur les parois situées au droit des fondations du bâtiment dont les terres polluées n'ont pas été excavées pour garantir la stabilité des fondations du bâtiment ainsi qu'une absence de pollution résiduelle en fonds de fouilles. L'état des sols est compatible avec un usage industriel.

En cas de changement d'usage, ce site devra faire l'objet d'une vérification de la compatibilité de l'état du sol avec les usages projetés.

Synthèse de l'action de l'administration

Date de dernière mise à jour :

Description : 3 Dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif des installations, un diagnostic de pollution du site a été réalisé en 2015 et 2016.

Ce diagnostic a mis en évidence une pollution des sols superficiels :
 - à l'arsenic, jusqu'à 790 mg/kg, sur plusieurs zones du site pouvant être due à des remblais ;
 - aux hydrocarbures (jusqu'à 42 000 mg/kg) et aux HAP (jusqu'à 9,5 mg/kg), sur un secteur en

particulier, correspondant à une ancienne cuve d'huiles.

Concernant les eaux souterraines, la présence d'arsenic (jusqu'à 48 µg/l) et de nickel (jusqu'à 74 µg/l) a été mise en évidence, en amont et en aval du site. Ces concentrations sont supérieures aux valeurs limites pour l'eau potable fixées par l'arrêté ministériel du 11/01/2007.

L'analyse des risques sanitaires a conclu à l'absence de risque, pour un usage industriel.

Après réalisation d'un plan de gestion de pollution, des travaux de réhabilitation ont été menés de septembre à octobre 2016. Ils ont consisté au retrait des bétons souillés (58 t) et d'une grande partie des terres polluées (210 t). Les terres polluées situées au droit des fondations du bâtiment n'ont, quant à elles, pas été excavées, afin de garantir sa stabilité. Des géomembranes ont été posées en fond de fouilles et le long des parois. Les fosses ont ensuite été comblées par des remblais sains. Enfin, ces zones ont été recouvertes d'une dalle en béton.

Les résultats des analyses réalisées en parois de fouilles ont mis en évidence la présence d'une pollution résiduelle aux hydrocarbures pour ce qui concerne les parois situées au droit des fondations du bâtiment. La concentration en hydrocarbures y atteint jusqu'à 22 000 mg/kg. Les résultats des analyses en fonds de fouilles ont montré l'absence de pollution résiduelle.

Géolocalisation

Parcelles concernées par le SIS :

| Commune | Feuille | Section | Numéro | Code dép. |
|----------------------|---------|---------|--------|-----------|
| MOUILLERON LE CAPTIF | | ZB | 145 | |
| MOUILLERON LE CAPTIF | | ZB | 146 | |
| MOUILLERON LE CAPTIF | | ZB | 147 | |
| MOUILLERON LE CAPTIF | | ZB | 148 | |

Plans cartographiques :





Périmètre de la classification
Parcelles cadastrales - IGN

Identifiant : SSP00060130101

Coordonnées du centroïde : -158 980,5 ; 5 894 661,5 (Web Mercator Sphérique (EPSG:3857))

Superficie estimée : 65 789 m²

1 Pour les sites renseignés avant 2020, les informations sont généralement issues de la base de données relative aux secteurs d'information sur les sols (SIS) dont l'information était assurée par le géoportail des risques du Ministère chargé de l'environnement (www.georisques.gouv.fr)

3 Pour les sites renseignés avant 2020, les informations sont issues de la base de données BASOL (avant 2020) ou la base de données SIS s'ils n'étaient pas répertoriés dans BASOL.